

BULLETIN de l'académie de RENNES



Le syndicat de la voie professionnelle

www.rennes.snuep.fr

Mars 2024

ÉDITO : La valse à quatre temps des ministres de l'Éducation nationale

Depuis l'été dernier nous avons testé quatre ministres de l'EN, l'institution est devenue le banc-test d'une République macronienne. Pap N'Diaye, arrivé le 20 mai 2022 à la suite de la réélection d'Emmanuel Macron a occupé le rôle d'un symbole d'ouverture à la société civile. En le nommant, Emmanuel Macron avait souhaité trancher avec Jean-Michel Blanquer, fortement contesté dans nos rangs pour sa politique brutale et dénuée de tout dialogue social. Ce successeur s'est illustré par une discrétion de forme et un « suivisme » des dogmes néolibéraux engagés par Blanquer. Gabriel Attal arrivé à l'été 2023, s'est démarqué en s'agitant autour des symboles de la laïcité et se présentant après 5 mois d'exercice comme le ministre le plus efficace de la rue de Grenelle. Passons sur la performance désastreuse d'A.O.C qui a renforcé l'idée selon laquelle la question de l'éducation est devenue le pré carré du président.

En rejoignant Matignon, Gabriel Attal avait promis

d'emmener la cause de l'Éducation Nationale avec lui. Ce n'est pas la cause qu'il a emportée, c'est l'argent, privant le ministère de l'Éducation de 690 millions d'euros. L'enveloppe budgétaire annoncée par la dernière ministre en date, Nicole Beloubet, marque le mépris de nos engagements pour les élèves. La plus forte contribution est celle consacrée à la « vie de l'élève », sur laquelle sont payés les personnels de vie scolaire ou les accompagnants d'élèves en situation de handicap (261,8 millions), suivie par le premier degré public (138,3 millions), le second degré public (123,5 millions), l'enseignement privé (98,9 millions), les 69 millions d'euros restants étant pris sur le « soutien de la politique de l'éducation nationale » et l'enseignement technique agricole. Plus de 478 millions d'euros sont des fonds consacrés à des dépenses de personnel. En ces temps où l'éducation traverse une des crises les plus longues et les plus dures avec un net recul du nombre de candi-

dates aux concours, des postes vacants, des classes surchargées, des moyens indignes de nos missions, on est en droit de s'interroger sur les priorités données par ce gouvernement.

Par ailleurs, l'enseignement professionnel est un domaine fortement heurté par le manque de moyens et les positionnements idéologiques de Macron imposant depuis 7 ans, de réforme en réforme une vision étriquée de l'enseignement en LP. Le 3 février est parue au JO l'organisation de l'année de terminale réduisant encore le temps consacré à l'enseignement puisque les épreuves écrites seront fixées au début mai, permettant ainsi de transformer une partie de nos élèves en main d'œuvre peu formée et peu onéreuse pour 6 semaines de mai à fin juin.

Cette valse des ministres de l'Éducation est le symptôme d'une politique tout à la fois idéologique et erratique dont nous sommes les victimes.

« Un gouvernement avisé doit se garder de négliger ou de mépriser la démocratie sociale, spécialement lorsque ses représentants s'expriment – comme aujourd'hui – d'une seule voix ».

Alain Supiot, Le Monde 15/03/24

**Agissons
UN AUTRE LYCÉE PRO
luttons EST POSSIBLE**

Mouvement Interacadémique : le ministère se satisfait de gérer la pénurie

Régulièrement les médias se font l'échos de grandes déclarations de nos gouvernants sur le droit à la mobilité pour les fonctionnaires. Cependant pour les enseignants qui souhaitent rentrer en Bretagne, ce droit à la mobilité n'est que théorique. En effet, cette année comme les précédentes très peu de collègues ont obtenu leur mutation pour notre académie alors que de nombreux postes sont vacants et que les besoins existent.

Lorsque nous interpellons les autorités académiques, la réponse est immuable. Le concours est national et

tous les élèves de France ont le droit d'avoir des enseignants mais le manque de personnel est tel que chaque région doit prendre sa part de postes vacants.

Certes nous sommes fonctionnaires et nous devons aller là où il y a des besoins, mais justement il y a des postes en Bretagne qui ne sont pas pourvus. D'autre part, comment comprendre que des titulaires ayant passé le concours ne puissent pas postuler à des postes où l'on va nommer des contractuels, qui eux-mêmes hésitent à s'inscrire au concours de

crainte d'être mutés loin de chez eux ? Comment motiver pour les concours de l'enseignement, quand une grande partie de la carte de France est, de fait, interdite aux néo-titulaires ?

Le ministère doit gérer la pénurie d'enseignants et bloque les mouvements pour cette raison. Mais c'est bien l'État par sa politique de glaciation des salaires qui a provoqué la désaffection pour le métier. Les collègues candidats à la mutation sont donc victimes des choix budgétaires du gouvernement.

Apprentissage : les pratiques opportunistes de l'apprentissage

Le Cereq (centre d'études et de recherches sur les qualifications) vient de publier une étude comparée des pratiques en Europe sur l'alternance et la formation professionnelle (revue BREF n° 450). Dès l'introduction le ton est donné : « ...les entreprises françaises se distinguant par leur capacité à s'adapter au contexte et à profiter des dispositifs publics. ». Profiter des aides publiques, c'est bien le fondement de l'apprentissage en France dénoncé par le SNUEP-FSU depuis des années.

Dans son rapport, le Cereq note le caractère opportuniste des pratiques des entreprises françaises, 71 % d'entre-elles assumant d'uti-

liser les capacités productives de leurs alternants, pour une moyenne européenne de 52 %. Le Cereq s'interroge sur les motivations réelles des entreprises françaises en relevant que globalement leur politique de formation professionnelle est fortement adossée

à l'octroi d'aides publiques.

En cette période où l'État cherche partout des économies à réaliser, il est plus que temps qu'il s'interroge sur l'utilité de déverser des milliards sur un système de formation qui ne se préoccupe jamais de l'avenir des jeunes.

The graphic features a teal background with a large orange plus sign and the text '+ de stages en terminale bac pro c'est = d'école.' Below this, a red banner contains the text 'Pour nous, c'est NON !' in white. At the bottom, there are logos for 'L'avenir du LP est entre nos mains', 'SNUEP FSU', and 'SCIE PRAG'.

Congrès académique du SNUEP-FSU

Les 1^{er} et 2 février se tenait à Lorient le congrès académique de notre syndicat. Un peu plus d'une vingtaine de délégué.e.s venant de toute l'académie se sont retrouvés pour débattre du syndicalisme d'aujourd'hui.

Après avoir fait le bilan des actions et du développement du SNUEP-FSU ces trois dernières années, les syndiqué.e.s présent.e.s ont débattu des orientations futures de notre syndicat et élu un nouveau bureau académique.



Nouvelle organisation de la terminale Bac Pro : les voies du ministère sont impénétrables

Malgré l'avis négatif au conseil supérieur de l'éducation nationale sur la nouvelle organisation de la terminale Bac Pro, le gouvernement a décidé de passer en force, dès la rentrée 2024.

L'année se déroulera donc en trois temps :

- De septembre il faudra faire tout le programme de terminale, envoyer les élèves 6 semaines en PFMP et faire passer les CCF (ça ne paraît pas grand-chose pour qui n'a jamais enseigné, mais dans la réalité...)
- Début mai sera le temps des épreuves ponctuelles.

• Puis arrivera le moment des parcours « différenciés ». Soit les élèves passeront 6 semaines en entreprise (sans validation pour les examens), soit ils reviendront 6 semaines au lycée pour une préparation à la poursuite d'études.

Que feront les élèves pendant ses 6 semaines au lycée ? Ils auront 25 heures/semaine d'enseignement disciplinaire ou de compétences psychosociales. Pour l'instant, personne ne sait ce que seront ces compétences psychosociales, mais il ne faut désespérer de rien et peut-être qu'avant septembre le ministère nous en dira plus. En plus de ces

25 h de cours, les élèves auraient 5 h de travail en autonomie (sans que l'on sache sur quoi ils devront travailler). Mais le « surveillant général » de la rue de Grenelle précise que ce travail fera l'objet d'un contrôle d'assiduité.

Fin juin, l'ensemble des élèves se retrouvera pour passer l'examen de PSE et l'oral de projet sans avoir eu cours dans ces matières depuis 8 semaines.

Macron était fier d'être à la tête d'un gouvernement d'amateurs, le bricolage de l'année de terminale nous rend plus pessimistes que fiers.

Stage de formation : MLDS

Le 18 mars s'est déroulé rue Papu à Rennes, un stage de formation syndicale pour les enseignant.es participant aux Missions de Lutte contre le Décrochage Scolaire.

Animé par Estelle Carrière et Bénédicte Veyrier, il a réuni 15 collègues qui ont pu échanger sur leurs droits et leurs conditions de travail.



Le congrès national du SNUEP-FSU à Limoges

Se tient du 25 au 29 mars à Limoges le congrès national du SNUEP-FSU. Il réunit une centaine de délégué.es des académies afin de débattre et discuter des orientations de notre syndicat.

À cette occasion, nous avons accueilli Benoît Teste, secrétaire général de la FSU, Caroline Chevé, secrétaire départementale du SNES-FSU des Bouches du Rhône et Julien Fonte du SNUTER-FSU. Séverine Depouilly, maître de conférences en sociologie à l'Université de Poitiers dont les thèmes de recherches recoupent nos propres champs d'action comme l'interrogation des représentations du genre dans les filières pro-



fessionnelles, a partagé le bilan de ses recherches.

Ce congrès est également l'occasion de remercier l'investissement et la richesse des apports de mili-

tant.es et en premier lieu de Sigrid Girardin qui quitte la fonction de secrétaire générale du SNUEP-FSU après avoir laissé une empreinte forte sur notre syndicat.

